

*l'Anti*capitaliste

n°705 | 25 avril 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

Mer mai



Plus que jamais

ANTICAPITALISTES ET INTERNATIONALISTES

ZOOM

Ukraine. Incarner en Europe le camp d'une paix juste donc décoloniale

Page 2

INTERNATIONAL

Solidarité Palestine. Eurosatory 2024 : aucune arme israélienne !

Page 4

ARGUMENTS

Révolution des Œillets. Les masses en mouvement contre le colonialisme et le fascisme

Page 5

CHAMP LIBRE

Répression du mouvement écologiste. Entretien avec Christine Coulon

Page 8

Édito

Virée réactionnaire: le gouvernement veut mettre au pas la jeunesse

Par LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES

En déplacement dans l'Essonne jeudi 18 avril, Gabriel Attal a annoncé plusieurs mesures anti-jeunes, symptomatiques de l'inquiétante montée réactionnaire et autoritariste.

Entre autres, le Premier ministre propose de pénaliser à vie des jeunes en inscrivant une mention « fauteur de troubles » sur les diplômes et les dossiers Parcoursup. Les collégienNes des quartiers populaires se voient stigmatisés par l'obligation de rester à l'école de 8 heures à 18 heures, n'ayant plus le droit au repos, aux activités extrascolaires, au temps avec leurs amiEs. De ces annonces transparait aussi une responsabilisation accrue des parents, avec la mise en place de travaux d'intérêt général et des amendes.

La venue d'Attal ce lundi 22 avril dans un internat expérimental à Nice a permis de mettre en avant la conception qu'il se fait des internats, plutôt comme des lieux de redressement que des espaces éducatifs, nous promettant que « le sursaut d'autorité a démarré ». Il y projette des stages pendant les vacances et cela démarre par la vingtaine de jeunes dans cet internat niçois.

De plus, le ministre s'attaque à la justice des mineurEs en allant à l'encontre des principes de la Convention internationale des droits de l'enfant, à commencer par l'atténuation de minorité, qui permet aux plus jeunes de bénéficier d'une justice adaptée.

Ainsi, dans la même ligne que le « réarmement civique » promis en janvier par Macron, le gouvernement vise les jeunes les plus en difficulté et des classes populaires. Plus globalement, il cherche à museler les jeunes au travers d'une vision réactionnaire de l'école et de la justice. Une école normative, qui punit, qui efface toute individualité. Pour justifier ses annonces, Gabriel Attal brandit l'islamophobie en parlant d'un supposé « racisme islamiste » et d'idéologies « contraires à la République ». Pourtant, les personnels éducatifs et les élèves du 93 demandent un plan d'urgence afin de pouvoir étudier et enseigner dans des conditions dignes, ce que le gouvernement décide d'ignorer. Pourtant, les mobilisations de jeunes contre le massacre du peuple palestinien, contre la réforme des retraites, contre les violences policières... revendiquent un avenir plus juste, durable, émancipateur. Plus réactionnaire que notre arrière-grand-père, dégageons Attal et tous les autres !

Bien dit

C'est la loi Cazeneuve de 2014 qui a permis de limiter l'expression politique sous prétexte d'apologie du terrorisme

MARINE TONDELIER D'ÉÉLV, tweet du 23 avril

À la Une

Le capitalisme porte la guerre et l'autoritarisme comme la nuée porte l'orage...

Depuis des mois, nous avançons aveuglés par l'éclat des bombes dans les fenêtres des médias et des réseaux sociaux. Nous les voyons tomber sur Gaza ou en Ukraine. Nous continuons, étonnés, étourdis même, par le son des canons qui résonnent au loin.

À mesure que la guerre étend son ombre, nos gouvernants s'y préparent et entendent bien nous y jeter à corps perdus. Et derrière eux, les Bolloré, les Dassault, les Peugeot et autres marchands de canons se pourlèchent les babines en calculant leurs prochains profits.

Capitalisme, colonialisme, autoritarisme et guerre

Le capitalisme mondialisé sous la domination des États-Unis et de ses alliés est entré dans une crise multidimensionnelle aux contradictions inextricables. Les crises environnementales (sécheresses, inondations, pandémies), les crises financières et économiques (subprimes, dettes...) et la crise d'hégémonie du système capitaliste se conjuguent et se renforcent. Ce système économique à bout de souffle renforce l'exploitation, les inégalités, et pour se maintenir attise la haine, le racisme et l'extrême droite... et la guerre. On en veut pour preuve la montée des budgets militaires partout dans le monde, en même temps que l'autoritarisme des États et la poussée des idées d'extrême droite.

Cette situation donne des ailes à tous les colonialismes à commencer par le projet colonial israélien qui consiste à nettoyer ethniquement les PalestinienNEs pour s'emparer des gisements massifs de gaz sur les rives de Gaza, des terres et de l'eau en Cisjordanie. En Ukraine, la Russie compte bien mettre la main sur les res-



Ce navire militaire de type Mistral est un bâtiment de projection et de commandement (BPC) vendu à la Russie par la France. Ici à Saint-Nazaire en 2015. PHOTOHÈQUE ROUGE / MILU

sources naturelles, les immenses terres arables et les centrales nucléaires. Aux États-Unis, la guerre, pour conserver l'hégémonie sur la globalisation et rester le centre impérial, concentre les flux financiers et économiques. Et en France, le retour d'un impérialisme guerrier enchante les « capitaines d'industrie » et les financiers. Il s'agit pour l'État français de reprendre pied en Afrique et au Moyen-Orient, pour retrouver les marchés et les positions perdues ces vingt dernières années.

Économie de guerre et mise au pas

Avant la guerre, « l'économie de guerre » et « le réarmement »... réclamés par les laquais du capital, les économistes de cour, les intellectuels de préfecture. Ce ne sont pas leurs enfants qui vivront la misère et crèveront sous les balles. Alors, Macron

ouvre en grande pompe des usines de poudre et de canons, tandis que le champagne coule à flots dans les salons dorés de la République. Il entend consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées de 2024 à 2030. Et pour tout cela, il faut mettre le peuple au pas. Il faut lui apprendre la discipline et le sacrifice. Ainsi, Attal a décidé de cadenasser la jeunesse 10 heures par jour tous les jours en transformant les collèges en casernes, en développant l'uniforme, après le SNU.

Museler la contestation

De leur côté, Darmanin et Dupont-Moretti pourchassent toute parole contestataire, écologique ou sociale. La répression est particulièrement zélée envers l'expression de la solidarité pour le peuple palestinien sous génocide. Fin janvier, le ministère de la Justice comptait

626 procédures pour « apologie du terrorisme » en lien avec la guerre à Gaza. Le secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord vient d'être condamné à un an de prison avec sursis pour un tract ; Rima Hassan, candidate sur la liste LFI aux européennes, est convoquée par la police judiciaire pour « apologie d'actes de terrorisme », ainsi que des militantes la section Solidaires ÉtudiantEs de l'EHESS, de SUD-Rail, la journaliste Sihame Assbague, notre propre directeur de publication et des dizaines d'autres... et désormais la députée Mathilde Panot.

Enfin, parce qu'il faudra bien payer pour les canons et le champagne, Le Maire annonce, à grand renfort de coupes dans les budgets de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, l'austérité totale.

Tout cela jusqu'à quand ? Accepterons-nous de marcher au pas et d'envoyer nos enfants à l'abattoir ? Ou tournerons-nous nos fusils contre nos propres généraux ? Il est plus que temps de relever la tête et de refuser la censure et la répression. De refuser l'autoritarisme du gouvernement Macron et la guerre qui vient. Guerre à la guerre ! Solidarité et liberté pour tous les peuples ! Liberté pour la Palestine ! Liberté pour l'Ukraine ! Plus que jamais anticapitalistes et internationalistes ! C'est ce que nous redisons le 1^{er} Mai.

Thomas Rid



CONTRE LE RACISME, L'ISLAMOPHOBIE ET POUR LA PROTECTION DE TOUS LES ENFANTS

Ce dimanche 21 avril, nous n'étions pas si nombreux à marcher contre le racisme et l'islamophobie. La Préfecture avait interdit la manifestation, vendredi 19 avril, pour des motifs fallacieux. Elle a été réautorisée par un jugement en référé le samedi. Le ministre de l'Intérieur a fait appel de cette décision, mais le Conseil d'État l'a rejeté dans l'après-midi, autorisant la marche et le concert ! On veut nous faire taire, mais on est là !

PHOTOHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

UKRAINE Incarner en Europe le camp d'une paix juste donc décoloniale

La question ukrainienne a été — aux dires mêmes de LFI — le désaccord majeur qui l'a opposée au NPA dans le contexte de la campagne pour les élections européennes. En vérité, c'est le profil de la gauche européenne face à l'UE qu'il s'agit de débattre et de construire de façon audacieuse. Or, le nouvel élargissement de l'UE, catalysé par l'invasion russe de l'Ukraine, dépassera largement celle-ci et en bouleverse le fonctionnement. C'est pourquoi il peut être saisi comme une opportunité pour avancer vers une « construction alter-européenne » à la fois solidaire de tous les peuples qui souhaitent la rejoindre et porteuse de paix si elle est juste — donc décoloniale et contre tous les impérialismes.

La démarche de LFI à l'égard de l'UE nous intéresse quand elle ambitionne de « mener des combats concrets — pas pour faire fonctionner leur système » et qu'elle veut « s'opposer aux crimes de guerre sans exception ». Ainsi, nous la soutenons quand elle se dresse (point 15) contre la « co-gestion de la commission européenne (CE) par la droite, les socialistes et les macronistes », soulignant que la CE et sa présidente sont responsables du « soutien inconditionnel à la politique criminelle de Netanyahu contre les Palestiniens, des traités de libre-échange, des politiques d'austérité et du marché de l'énergie qui fait exploser nos factures ».

Lutter dans/hors/contre l'UE avec les peuples concernés

Par contre, nous ne pouvons soutenir la posture adoptée aux points 12 et 14 — « refuser l'entrée de l'Ukraine dans l'UE » et « incarner le camp de la Paix »³. Elle est inaudible en Ukraine : le rejet de pays plus pauvres rappelle le rejet du plombier polonais, face aux adhésions

de 2004-2007 des pays d'Europe centrale et orientale... Et c'est omettre d'exiger une « paix décoloniale » sans rapport de domination et d'occupation. Mais il faut expliciter la démarche globale d'une gauche critique de l'UE, de ses politiques dominantes et de ses traités : en France, nous avons milité pour le « non » au Traité constitutionnel européen en 2005. Ce qui n'impliquait pas que nous prônions un Frexit (l'exit ou sortie de la France de l'UE ou de l'euro). La question concrète était : est-ce que le repli souverainiste national était (est) plus favorable aux résistances ? Ou bien vaut-il mieux pousser les luttes pour une justice sociale et environnementale dans/hors de l'UE — avec désobéissance contre des politiques impopulaires et injustes menées par des institutions européennes⁴ aux diverses échelles articulées où elles s'appliquent (local, national, européen) ? Il s'agit alors d'aller vers une mise à plat des traités et l'invention d'une autre Europe pour défendre d'autres droits internationaux.

Lutter pour une Europe sociale

Le choix d'adhérer — et de rester — ou pas dans l'UE n'est pas une question « de principe » mais d'analyse concrète : nous nous abstenons d'en juger à la place des peuples et forces progressistes concernées tout en exprimant notre analyse critique de l'UE. Ainsi, comme nous l'avons écrit dans une tribune collective récente : « En aucun cas nous ne défendons une "forteresse Europe" contre la demande d'adhésion de l'Ukraine dévastée par une guerre impérialiste ; pas plus qu'il ne fallait défendre une "Europe des riches" contre l'adhésion de pays appauvris par les destructions néolibérales à l'œuvre depuis des décennies dans la périphérie de l'UE. »⁵

Le « sacrifice » des budgets sociaux n'est en rien dû à l'aide nécessaire à la résistance armée et non armée ukrainienne. Les politiques d'austérité cherchent à s'imposer depuis longtemps, sans guerre ; mais les « profiteurs de guerre » prolifèrent — et peuvent être taxés. La dénonciation de « notre propre impérialisme » doit être concrète et notre vigilance permanente : bien sûr les puissances dominantes

n'aident jamais « gratuitement ». C'est pourquoi la plateforme du Réseau européen d'aide à l'Ukraine (RESU/ENSU)⁶ auquel le NPA a adhéré dès sa création au lendemain de l'invasion russe, exige (avec nos camarades ukrainienNES) l'annulation de la dette ukrainienne et le refus de tout conditionnement néolibéral des aides occidentales.

Catherine Samary

- 1 – Il concerne l'Ukraine mais aussi (au moins) la Moldavie et les Balkans de l'Ouest, reconnus candidats avant ou pendant l'invasion russe, faisant passer l'UE de 27 à 34 membres.
- 2 – Voir l'introduction du programme d'Union populaire synthétisé en 15 points.
- 3 – Voir la tribune de Daria Saburova du 15 mars : <https://blogs.mediapart.fr/daria-saburova/blog/150324/guerre-ou-paix-un-faux-dilemme-dans-la-polemique-autour-de-la-question-ukrainienne>
- 4 – Voir écrit face à la crise grecque <https://www.cadtm.org/Pas-de-LEXIT-sans-une-autre-Europe>
- 5 – Extraits de la tribune collective en date du 9 avril 2024 : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/090424/europeennes-une-gauche-radicalitaire-et-democratique-pour-une-veritable-alternative>
- 6 – Voir <https://ukraine-solidarity.eu/manifestomembers/franais-1>

No comment

Diffamation et injure publiques envers la gendarmerie nationale et la police nationale

C'est le motif de la plainte portée par le ministre de l'Intérieur Darmanin contre un syndicaliste, directeur de publication du journal Sud-Education dans le Finistère dont un des articles collectifs s'interrogeait sur les « classes défense, sécurité globale ». Il a été entendu par la brigade criminelle de Brest le 19 avril. Voilà, voilà...

Agenda

Samedi 27 avril, marche pour la Palestine, Étampes. À 10h, rond point de Carrefour à Étampes.

Lundi 29 avril, soirée conférence pour la Palestine, Étampes. À 20h, salle Saint-Antoine, 22, rue Saint-Antoine à Étampes.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Cillets au Portugal, Paris. À 19h30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

Mardi 30 avril, rencontre avec Hendrik Davi sur « Le capital c'est nous », Paris. À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Mercredi 1^{er} mai, Fête anticapitaliste du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h au 1, place des Orphelins à Strasbourg autour d'un repas. Buvette, barbecue, option vegan.

Samedi 4 mai, rassemblement pour les victimes de l'agent Orange, Paris. À 14h, place de la République.

Mardi 14 mai, soirée anti-impérialiste, Montreuil. À 18h30, à l'AERI, 57, rue Étienne-Marcel à Montreuil. Prises de parole, débats, musique... Organisée par Ensemble!, NPA et Rejoignons-nous.

Samedi 25 mai, hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11h, place des Fêtes : rassemblement festif, concerts, animations. À 14h30, départ du cortège en direction du cimetière du Père-Lachaise.

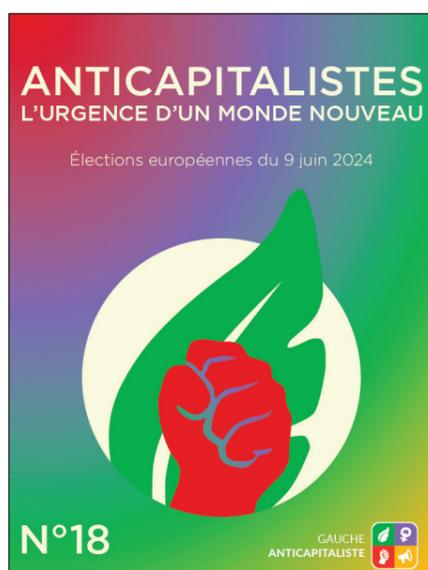
BELGIQUE La Gauche anticapitaliste présente une liste aux européennes avec Philippe Poutou

La Gauche anticapitaliste, section belge de la IV^e Internationale, porte sa propre liste pour les élections européennes du 9 juin prochain. Après un parcours semé d'embûches et une campagne de récolte de signatures non sans peine, les camarades belges se relancent donc sur le terrain électoral, pour la première fois depuis dix ans, sous le sigle « Anticapitalistes ».

L'année 2024 est particulièrement importante sur le plan électoral car les Belges iront aux urnes pour tous les niveaux de pouvoir (européen, fédéral, régional en juin, et communal en octobre). Outre les partis francophones du gouvernement sortant (PS – sociaux-démocrates, Écolo – écologistes, MR – libéraux) et les « centristes » Les Engagés, la Gauche anticapitaliste concurrence le PTB (Parti du travail de Belgique) sur le terrain des européennes, tout en lui apportant un soutien critique pour les autres élections. Les divergences entre nos deux organisations existent sur différentes thématiques, notamment sur la décroissance, la régularisation des personnes sans papiers et surtout sur les questions internationales, en particulier sur le soutien au peuple ukrainien dans sa résistance face à l'invasion russe. Le choix des européennes repose notamment sur cette articulation avec la montée du PTB, en plus de comporter l'avantage de pouvoir mobiliser l'ensemble de l'organisation dans une campagne pour une seule et même liste dans toute la Belgique francophone.

Philippe Poutou candidat

Ce niveau de pouvoir permet également de mettre en avant des valeurs internationalistes, dans le programme mais aussi sur



la liste, qui compte parmi ses candidatEs Philippe Poutou, trois fois candidat aux présidentielles en France, renforçant ainsi les liens qu'entretient la Gauche anticapitaliste avec le NPA. À ses côtés, des militantEs actifs sur différents terrains, notamment dans les mouvements climat, syndical, féministe, LGBTI et antifasciste. Portée par Denis Verstraeten, professeur de mathématique en quartier

populaire et militant du mouvement climat, et Charlotte Thomas, déléguée syndicale et travailleuse chez Delhaize (magasin de la grande distribution ayant connu un grand mouvement de grève 2023 à la suite de sa politique de franchisation), la liste a pour objectif de porter la voix des luttes, des opprimés et des exploités dans l'espace politique et médiatique. La collaboration belgo-française et la présence de Philippe Poutou constituent à ce titre un avantage non négligeable pour la visibilité.

L'urgence d'un monde nouveau

Les candidatEs de la liste Anticapitalistes sont bien déterminés à apporter des débouchés politiques à leurs combats et à les faire converger pour frapper ensemble contre le système capitaliste. De la réduction drastique du temps de travail à la solidarité avec les peuples en luttes à travers le monde, en passant par la socialisation de l'énergie, des banques et des assurances, le désarmement et le démantèlement de la police et un investissement massif dans la lutte contre les violences de genre, le programme de la Gauche anticapitaliste défend avec conviction l'alternative écosocialiste, féministe, antiraciste et internationaliste.

Laure Horlait, candidate et porte-parole de la Gauche anticapitaliste

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRÈCE Quelles suites après la grève réussie contre la misère ?

Mercredi 17 avril a eu lieu en Grèce une des grèves les plus suivies des dernières années : 100 % dans les transports, 70 % dans la construction, gros chiffres dans les entreprises et la livraison à deux-roues. Mais quasiment rien dans les supermarchés, pourtant au cœur des accusations d'exploitants de la misère. Il faut dire que ces derniers temps, la répression syndicale, qui touche aussi le secteur public, est plus forte que jamais, avec menaces sur les renouvellements de contrats.

Si la participation a été si forte, c'est que la Grèce est quasiment en tête de la vie chère en Europe. Les chiffres donnés par GSEE, la Confédération unique du secteur privé à l'origine de cette grève, sont édifiants : en trois ans, l'huile, produit de base en Grèce, a augmenté de 87 %, les laitages de 34 %, le prix de l'électricité de 39 %. Face à la pauvreté, le Centre KEPE propose l'institution de repas gratuits dans les écoles pour tous les enfants. Les expulsions de propriétaires endettés se multiplient, malgré la fréquente opposition solidaire du voisinage. Pour 6 foyers sur 10, le revenu mensuel suffit pour seulement 19 jours, et les « aides » diverses, malgré leur mise en scène, relèvent du bluff, et même du scandale : le ministre de la Santé instaure dans le public un « service spécial » d'opérations... payantes. Et pendant que le gouvernement se réjouit de l'attrait touristique du pays, les revenus engendrés (20 milliards sur les 11 premiers mois de 2023) ne sont en rien employés à lutter contre ce terrible appauvrissement.



Banderole des étudiantEs toujours mobiliséEs contre les facs privées. NPA

Divisions syndicales

Absente des récentes mobilisations, alors que la Fédération du secteur public ADEDY s'y associait, GSEE a fini par appeler à la mobilisation — mais pas ADEDY ! — pour réclamer des salaires dignes et le rétablissement des conventions collectives. Si la grève a été réussie — et notamment dans certaines branches du Public — les manifs l'ont moins été ! L'une des raisons, la division : d'un côté, PAME, le courant syndical du KKE (PC grec) avec un discours autant anti-GSEE qu'anti-droite, de l'autre les syndicats de base et une partie de la gauche radicale, et enfin GSEE avec des accents radicaux strictement pour des effets de tribune, et avec elle une partie de la gauche radicale et réformiste.

ToutEs ensemble !

Comme le dit *Prin*, le journal du groupe NAR, pour les manifs à Salonique, « les rassemblements ont connu leur plus faible participation depuis de nombreuses années, et cela prouve la crise de l'actuel mouvement syndical et l'absence d'un projet militant et d'un cadre qui donnent envie de lutter aux travailleurEs ». Ce constat vaut en fait pour tout le pays, même si on vérifie une nouvelle fois que l'appel des bureaucrates de GSEE a permis une grève réussie. Pour sortir de ce cadre infernal et ouvrir des perspectives, la mobilisation universitaire contre les facs privées est exemplaire : grâce aux massives AG étudiantes et aux manifs « ToutEs ensemble », elle a su surmonter les divisions pour durer et, même si elle n'a pas encore gagné, elle a montré la voie.

A. Sartzekis, Athènes, le 20 avril 2024

SOLIDARITÉ PALESTINE Eurosatory 2024 : aucune arme israélienne !

Dans le cadre des luttes actuelles pour imposer un cessez-le-feu à l'État d'Israël, un collectif d'organisations se mobilise en vue de la tenue d'un des plus grands salons d'armement au monde à Paris en juin.

Eurosatory est l'un des plus grands salons d'armement au monde, et sa prochaine édition se tiendra du 17 au 21 juin 2024 au parc des expositions de Paris Nord Villepinte. Ce n'est pas un hasard que cette initiative ait lieu en France. Chaque année, c'est l'occasion pour les entreprises d'armement, à commencer par les françaises (EADS, Thales, DCNS, Safran, Dassault-Aviation...), d'exposer leurs joujoux meurtriers. Rappelons que l'industrie de l'armement est dans notre beau pays le motif de fierté de tous les politiques, de gauche comme de droite.

Dans la situation actuelle au Proche-Orient, qui voit le peuple palestinien se faire massacrer par l'État colonial israélien, le rapport annuel sur les exportations d'armes (présenté par le ministère des Armées en juillet 2023) établissait que la France a vendu depuis dix ans pour 208 millions d'euros de matériel militaire à Israël, dont 25,6 millions en 2022, auxquels s'ajoutent près de 9 millions d'euros d'autorisations d'exportations d'armes de catégorie militaire ML4. Autrement dit, nous avons besoin de construire



une mobilisation contre toute l'industrie d'armement, à commencer par la nôtre, si l'on veut aider les PalestinienNEs dans leur résistance.

Industrie criminelle

L'objectif d'un nouveau cadre de mobilisation — composé de l'Association France Palestine solidarité (AFPS), ATTAC, BDS France, FSU, Stop Arming Israel France, l'Union juive française

pour la paix (UJFP) ou Solidaires, ainsi que de dizaines d'autres dont le NPA — est centré sur la dénonciation de la présence des entreprises israéliennes à Eurosatory. Dans le cadre d'un salon de toute façon problématique quelle que soit la nationalité de ses exposants, c'est la participation cette année de plus de 70 exposants israéliens qui est ciblée, car c'est un moyen de dénoncer la politique criminelle

de l'État Israël et les complicités dont elle bénéficie, à commencer par celle du pouvoir macroniste. Parmi ces exposants, il y a des géants de l'industrie de l'armement israélienne, tels que Elbit Systems, Rafael ou Israel Aerospace Industries, des entreprises spécialisées dans les technologies de surveillance comme Controp Precision ou Maris Tech... ainsi que le ministère de la Défense israélien ! Des entreprises meurtrières dont les PalestinienNEs ont en premier lieu fait les frais, à Gaza ou en Cisjordanie. Soulignons qu'en marge de ce salon, différentes rencontres d'affaires ou diplomatiques ont aussi lieu en toute discrétion.

Un appel collectif a été publié par *Mediapart*¹. D'ici à la tenue du salon et pendant celui-ci, des mobilisations de rue sous différentes formes vont avoir lieu. Elles se construisent en lien avec l'ensemble des initiatives de solidarité, en particulier les manifestations à l'appel du CNPJDP et d'Urgence Palestine. **Manu Bichindaritz**

1 — <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/200424/aucune-arme-israelienne-eurosatory-2024>

ÉLECTIONS EN CORÉE DU SUD

Crise politique et tensions géopolitiques

L'opposition progressiste de Corée du Sud a remporté les élections législatives du 10 avril dernier, un désaveu cinglant pour le président conservateur Yoon Suk Yeol. Elle n'obtient cependant pas la majorité des deux tiers. Quant à la Corée du Nord, elle continue de développer ses capacités nucléaires.

Le Parti démocrate (PD), une formation de centre gauche, a engrangé 174 sièges (contre 156 dans la précédente législature). Le Parti du pouvoir populaire (PPP), droite conservatrice, n'en a obtenu que 108 (contre 114 précédemment). Cette élection était cruciale pour le président Yoon Suk Yeol qui avait été très mal élu en mars 2022, avec 48,56 % des voix contre 47,83 % à son opposant. Il espérait gagner enfin une majorité à l'Assemblée nationale, mais l'inverse s'est produit. Il ne pourra pas, moins que jamais, mettre en œuvre son très réactionnaire programme (il veut notamment abolir le ministère sur l'Égalité des sexes !). « Du canard boiteux qu'il était, M. Yoon risque de devenir un canard mort », selon la formule du commentateur politique Bae Kang-hun, cité par Philippe Pons¹. Au vu des résultats, le Premier ministre Han Duck-soo et le dirigeant du PPP, Han Dong-hoon, ont démissionné. Parmi les autres formations politiques représentées au Parlement, mentionnons le nouveau Parti de la réforme de la Corée (PRC), centriste, qui a gagné 12 sièges. Il a été créé en mars dernier par Cho Kuk, un

ancien ministre de la Justice évincé par Yoon, alors procureur, pour corruption.

Vote de classe sur les questions sociales

La campagne électorale a été très tendue. Le principal représentant du PD, Lee Jae-myung, a même été victime d'une attaque au couteau. Cette polarisation a pris une dimension de classe. Le président Yoon est issu de l'élite sociale et il promouvait un programme très favorable aux riches. En revanche, Lee Jae-myung est d'origine modeste. Il a travaillé en usine, est devenu un avocat spécialisé dans les problèmes du travail, puis gouverneur de province — il est accusé par la droite d'avoir des liens avec la Corée du Nord.

Le vote du 10 avril constitue donc un désaveu électoral du président Yoon Suk Yeol, cet ancien procureur général sans expérience politique préalable. Une partie notable de l'électorat dit « modéré » a en effet soutenu les progressistes du PD. Cependant, la nouvelle opposition parlementaire (le Parti démocrate et de petites formations, dont le PRC) n'atteint pas les deux tiers des sièges. Elle n'est donc pas en mesure de bloquer, voire de destituer, le président.

La campagne électorale s'est jouée sur les questions sociales : la stagnation des salaires, malgré une très forte inflation concernant en particulier les denrées alimentaires et le coût des prêts immobiliers ; la mauvaise couverture sociale pour les personnes âgées ; l'accroissement des inégalités sociales. Une situation chaotique dans les hôpitaux à la suite du rejet par le corps médical d'une réforme engagée par le président Yoon. Par ailleurs, la présidence a considérablement durci son contrôle sur les médias et s'est frontalement attaquée à la liberté d'expression, des enjeux démocratiques majeurs.

Militarisation du Pacifique nord-est

Le résultat des élections va avoir une portée géopolitique significative, même si les questions internationales ont été peu débattues durant la campagne. Yoon Suk Yeol avait contribué à l'augmentation des tensions dans la péninsule coréenne et à la militarisation du Pacifique nord-est, en renforçant l'alliance avec Tokyo et Washington.

Le régime nord-coréen joue sa propre partition dans cette montée des tensions. Kim Jong Un, le dernier rejeton de la dynastie héréditaire des Kim, poursuit le développement agressif de son arsenal nucléaire. Il vient d'annoncer la mise au point du missile Hwasong-16B qui représenterait une avancée technologique importante par ses implications régionales. Il utilise un combustible solide qui permet de stocker les missiles avec le plein de carburant déjà effectué. Il intégrerait un véhicule hypersonique de vol plané (HGV), ce qui pourrait initier une nouvelle course aux armements dans cette partie du monde².

Pierre Rousset

1 — *Le Monde* daté du 10 avril 2024.

2 — A.B. Abrams, *The Diplomat*, 13 avril 2024.

À lire sur le site



Nouvelle-Calédonie : une manifestation historique du peuple de Kanaky, par Jeff Castel



Soudan : la conférence de Paris controversée, par Paul Martial



Victoire historique dans le Tennessee pour le syndicat UAW, par Dan La Botz

RÉVOLUTION DES CÉILLETS LES MASSES EN MOUVEMENT CONTRE LE COLONIALISME ET LE FASCISME

Qui pouvait imaginer au printemps 1974 qu'une dictature née d'un coup d'État militaire en 1926 tomberait en seulement quelques heures, quasiment sans morts ni coups de feu¹ ? Le 25 avril 1974, le régime fondé par Salazar s'effondre pourtant, ouvrant une brèche dans laquelle va s'engouffrer le peuple portugais au cours des 19 mois suivants. Retour sur la révolution des Cèillets, par Ugo Palheta.

1 – Quatre personnes sont tuées le 25 avril lors de l'assaut populaire du siège de la police politique honnie.

Quand tombait la plus vieille dictature fasciste du monde

O n'estime en outre que les bases du régime salazariste sont solides : les forces de répression s'avèrent féroces et paraissent omniprésentes, à travers notamment un vaste réseau d'indicateurs ; de leur côté, les appareils idéologiques (Église, école, presse) se tiennent fermement du côté de la dictature et diffusent une idéologie particulièrement réactionnaire.

Les officiers sont l'étincelle

Pourtant l'histoire est capricieuse : le 25 avril 1974, la dictature s'effondre comme un château de cartes, grâce à l'action audacieuse menée par de jeunes officiers intermédiaires, réunis dans le cadre d'une organisation clandestine — le Mouvement des Forces armées (MFA). Alors inconnus de la population, ces capitaines et commandants s'étaient d'abord organisés autour de revendications relatives à des questions d'avancement et de statut. Mais à mesure qu'ils discutent ensemble de l'effroyable guerre coloniale menée par le Portugal depuis 1961, qui a conduit à la mort d'au moins 100 000 civils africains, ils

Il est vrai que les luttes populaires n'ont jamais cessé au Portugal et que des putschs militaires ont déjà été tentés, mais on perçoit alors généralement le peuple portugais comme apathique – y compris au sein de la gauche internationale.

Sans révolution anticoloniale, pas de révolution antifasciste. En contraignant la dictature à consacrer à la guerre jusqu'à 40% du budget de l'État, les mouvements anticoloniaux sapent la capacité du régime à satisfaire minimalement les besoins de sa population

comprennent que cette guerre ne peut être gagnée militairement, que la seule issue est politique, qu'elle doit conduire à l'indépendance des colonies, et que le régime y fera obstacle jusqu'à son dernier souffle. D'où la décision que prend le MFA d'organiser un soulèvement militaire.

Le coût du maintien de l'empire colonial

C'est donc aux colonies portugaises que naît la révolution. Ce sont bien les luttes héroïques menées par les mouvements de libération angolais, guinéens, cap-verdiens et mozambicains qui vont intensifier toutes les contradictions du fascisme portugais, celles-ci se condensant finalement au sein du pilier du régime : l'armée. Sans révolution anticoloniale, pas de révolution antifasciste. En contraignant la dictature à

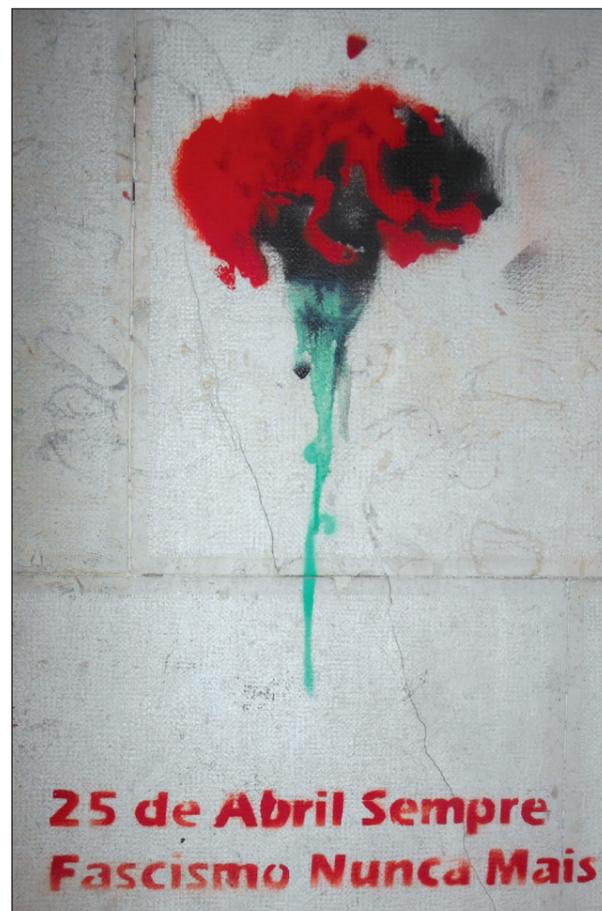
consacrer aux dépenses militaires jusqu'à près de la moitié du budget de l'État, les mouvements anticoloniaux sapent la capacité du régime à satisfaire minimalement les besoins de sa population.

Le Portugal est alors de loin le pays le plus pauvre d'Europe et présente les pires indicateurs en matière de santé, d'instruction, etc. Cela sans compter l'envoi au front de centaines de milliers de jeunes Portugais, la mort de milliers d'entre eux, les dizaines de milliers revenant mutilés, et l'exil forcé — vers la France notamment — de dizaines de milliers de jeunes hommes refusant de faire leur service militaire et de participer à cette sale guerre.

Industrialisation et nouvelle classe ouvrière

En outre, l'ouverture du pays aux capitaux étrangers

impérialistes durant les années 1960 a pour conséquence une industrialisation rapide qui bouleverse les équilibres fragiles de la société portugaise, accentue l'exode rural et engendre une nouvelle classe ouvrière, sans l'expérience des défaites antérieures et qui jouera un rôle crucial dans les mois suivant la chute du régime. La guerre coloniale sans fin suscite également une contestation de plus en plus ouvertement politique au sein des universités, favorisant l'émergence d'une gauche révolutionnaire dynamique qui aura son importance au cours du processus révolutionnaire. Car le 25 avril qui, pour certains, devait être une simple transition dans l'ordre vers une démocratie bourgeoise, n'est qu'un début ; le combat va continuer.



WIKIMEDIA COMMONS

Révolution démocratique, dynamique anticapitaliste

D ans le cas portugais, c'est ainsi un putsch militaire qui, en faisant tomber la dictature et en fracturant l'État entre différents centres de pouvoir, va amener le peuple à prendre confiance en ses propres forces, à s'organiser et à lutter pour conquérir les libertés démocratiques et transformer les structures économiques et sociales.

Le plus grand mouvement de grève

Dès le 25 avril 1974, alors que le MFA multiplie les communiqués pour inviter la population à rester chez elle, spectatrice du changement de régime, des dizaines de milliers de personnes à travers le pays prennent la rue, acclament et encouragent les militaires insurgés, assiègent les principales institutions de la dictature, ou font pression pour la libération des prisonniers politiques. Dans les deux mois qui suivent, alors que le nouveau pouvoir — alliance entre le MFA, un vieux général opposant de la dernière heure (Spínola) et les principaux partis (dont le Parti commu-

Les révolutions n'éclatent jamais pour les raisons et sous les formes qu'avaient imaginées les révolutionnaires. Les raisons de se révolter ne manquent pas, mais personne ne peut prédire quelle étincelle mettra le feu à la plaine.



WIKIMEDIA COMMONS

niste portugais, PCP) — tente d'opérer des changements institutionnels et de rationaliser le capitalisme portugais, le pays connaît le plus vaste mouvement gréviste de son histoire tandis que, déjà, des milliers de mal-logés s'organisent pour occuper des logements vides.

Auto-organisation

La chute si brutale du régime salazariste engage ainsi le Portugal dans un processus révolutionnaire qui demeure à

ce jour le dernier soulèvement populaire à dynamique anticapitaliste en Europe. Dans la mesure où les organisations syndicales et politiques ont initialement une très faible implantation, les classes populaires construisent leurs propres outils démocratiques de lutte : dans les entreprises (commissions de travailleurEs), dans les quartiers (commissions d'habitantEs), dans les campagnes du Sud (ligues paysannes) et, tardivement, parmi les soldats. Cette auto-

L'auto-organisation populaire à vaste échelle radicalise les revendications et les aspirations, dans le sens d'une remise en cause de plus en plus franche de la propriété capitaliste et de la logique du profit

organisation populaire à vaste échelle radicalise les revendications et les aspirations, dans le sens d'une remise en cause de plus en plus franche de la propriété capitaliste et de la logique du profit.

Et bientôt se multiplient les appels à construire une autre forme de pouvoir : un pouvoir populaire, capable de concurrencer, briser et remplacer l'État capitaliste.

La bourgeoisie reprend la main en novembre 1975

Malheureusement, la stratégie étagée du PCP¹, la fragmentation de la gauche révolutionnaire et les sectarismes croisés empêchent l'unification de ces formes d'auto-organisation populaire. De son côté, la bourgeoisie

portugaise et internationale ne reste nullement l'arme au pied. En suscitant des violences contre-révolutionnaires contre la gauche dans le nord du pays, en soutenant un prétendu « socialisme démocratique » via notamment le Parti socialiste et la droite du MFA, elle parvient progressivement à reprendre le contrôle à l'automne 1975, jusqu'au coup d'État institutionnel du 25 novembre 1975 qui lui permet d'écartier les militaires les plus à gauche, de réunifier les structures de pouvoir et de renforcer les capacités répressives du nouvel État « démocratique ».

Des droits conquis

Les mobilisations populaires ne cessent pas du jour au

lendemain mais l'occasion a été manquée. La révolution laisse néanmoins des traces importantes dans la société portugaise, avec la conquête de larges droits démocratiques et d'institutions (l'État social) que la bourgeoisie portugaise a, depuis lors, constamment cherché à démanteler. Et alors que l'extrême droite renaît actuellement au Portugal sur le plan électoral, la mémoire de cette révolution démocratique et sociale demeure un point d'appui pour celles et ceux qui n'ont pas renoncé à rompre avec le capitalisme et à bâtir un autre monde.

1 – Le PCP théorise depuis les années 1960 la nécessité d'une étape démocratique durable devant précéder nécessairement la révolution socialiste. Or, dès le mois de mai 1974, les travailleurEs mobiliséEs combinent des revendications démocratiques et sociales dans le cadre de grèves dures, que condamne le PCP au nom de la nécessité d'une relance de l'économie portugaise et de ne pas effrayer la petite et moyenne bourgeoisie.

ÉCOLOGIE Contre l'A69 et son monde, on continue!

169 (entendre « sans 69 »!) cyclistes ont débarqué dans Toulouse dimanche 21 avril. Iels venaient de Castres pour soutenir la solution alternative à l'autoroute qui vise à revitaliser le territoire autour de mobilités renouvelées (véloroute Nationale 1, RN126 sécurisée et train modernisé).

Leur descente très applaudie des allées Jean-Jaurès, entre deux haies de manifestantEs, a donné le départ de la manifestation. 5000 personnes, à l'appel du Collectif toulousain contre l'A69, ont défilé pour protester contre l'avancée du chantier entre Castres et Toulouse. Ce projet est totalement à contresens. Pour un gain de temps dérisoire (10 minutes) les dégâts seront importants et irréversibles. 300 hectares de terres agricoles et forestières artificialisées, zones humides ravagées, nombreuses espèces menacées, communes coupées en deux. Pour alimenter les énormes besoins en matériaux, deux usines à bitume vont entraîner des pollutions dangereuses, les gravières d'Ariège mises à contribution vont menacer les nappes phréatiques et les terres arables.

Catastrophe pour l'environnement et scandale social

La privatisation des portions à deux voies existantes et le prix astronomique du futur péage montrent que cette autoroute a pour seule vocation de servir l'entreprise Pierre-Fabre et ses amis. Pour les autres, le trajet sera sensiblement augmenté. Aidé par les pouvoirs publics, appuyé par une répression permanente et brutale, le constructeur passe en force : pour accélérer le chantier, NGE-Atosca perce les nappes phréatiques pour assécher de manière totalement illégale les zones de chantier et décaisser au plus vite au-delà des nappes souterraines. D'énormes quantités d'eau gaspillées polluent le milieu naturel et le Girou.

Les fondations du projet : anachronisme et fraude

Ce projet anachronique a été mise en place dans les conditions les plus troubles, prise illégale d'intérêts, collusion entre l'administration et l'entreprise du BTP, lobbying auprès des éluEs de tous bords. Pierre-Fabre a toujours fait campagne pour ce projet, mais aussi le fonds d'investissement ARDIAN, spécialisé dans les infrastructures, qui a joué un rôle clé dans l'élection de Macron en 2017. Dans ce contexte lugubre, révélé par France Info, Thierry Bodard actuel directeur d'ATOSCA, concessionnaire de l'A69, est visé par un signalement au Parquet national financier pour prise illégale d'intérêts, favoritisme, blanchiment et fraude fiscale. Cette autoroute ne doit pas voir le jour. Les collectifs multiplient les initiatives, les recours juridiques. Trois ZAD freinent l'avancée du chantier et protègent des zones sensibles. Une mobilisation nationale est indispensable pour que le gouvernement suspende les travaux, prenne en compte les solutions alternatives, écoute les avis des scientifiques et fasse respecter la loi. Prochain rendez-vous : 7, 8 et 9 juin, dans le cadre de la saison 7 des Soulèvements de la Terre. Le NPA sera présent pour faire entendre la voix des résistances agricoles, sociales et environnementales.

Correspondant

MOBILISATION CONTRE L'A69



ÉDUCATION

Toujours pas de moyens? Toujours pas de rentrée!

L'intersyndicale FSU-CGT-Solidaires-CNT du 93 avait prévenu! Faute de réponse satisfaisante du ministère, les écoles de Seine-Saint-Denis n'ont pas fait leur rentrée. Cette fois, d'autres départements lui emboîtent le pas, comme le 94 ou la Haute-Garonne.

Après 7 semaines de mobilisation, le mouvement de grève historique pour un plan d'urgence pour l'Éducation dans le 93 tient bon. On comptait ce lundi encore 30% des collègues en grève, tous niveaux confondus. Si c'est un peu moins que la « non-entrée de février » dans les collèges et les lycées, c'est en revanche beaucoup mieux dans le premier degré! 1 200 personnes (600 le 26 février) ont défilé entre Trocadéro et le Champ-de-Mars autour de la tour Eiffel au milieu des chantiers des JO.

Mépris et provocations

La mobilisation se renouvelle et touche de nouvelles personnes, grâce à la détermination acharnée des grévistes et des équipes syndicales, qui ont démultiplié les tournées d'établissements, les réunions de quartiers et la visibilité des actions médiatiques. Et, il faut bien le dire, en réponse aussi aux déclarations d'Attal autour du « rétablissement de l'autorité », véritable déclaration de guerre contre nos élèves, leurs parents et le projet d'une école qui à défaut d'être immédiatement émancipatrice, donne quelques moyens pour résister aux inégalités sociales.

C'est donc une réussite! D'autant plus nécessaire que Belloubet teste la patience et la ténacité des personnels et des parents mobiliséEs, en refusant toujours d'accéder à leurs demandes

légitimes. On espérait pourtant autre chose des deux audiences décrochées de haute lutte pendant les vacances, le 10 avril à Matignon, puis le 15 au ministère, avec la ministre elle-même. Malheureusement, les représentéEs des personnels mobiliséEs n'y ont rencontré que du mépris et des provocations. Prochain rendez-vous : dans un mois! Il s'agit maintenant de montrer que tant qu'ils ne lâchent pas des moyens pour la Seine-Saint-Denis, nous ne lâchons rien non plus.

La Haute-Garonne mobilisée

En Haute-Garonne, outre le refus du choc des savoirs, l'intersyndicale FSU-CGT-SUD-FO a élaboré un plan d'urgence : création de 3 000 postes enseignants pour limiter toutes les classes à 24 élèves, 500 postes d'AESH, 300 postes d'AED et du personnel médico-social et territorial en nombre suffisant. Le 2 avril, elle avait appelé à mettre en débat la grève de la rentrée le lundi 22. Après une manifestation de 700 personnes, suivi d'une AG de 300 personnels, la grève était donc votée pour le 22, accompagnée d'un appel à mettre en dis-

ATTAL VEUT RÉTABLIR L'AUTORITÉ À L'ÉCOLE



cussion sa reconduction. Lundi 22 avril, les taux de grève sont hétérogènes, mais certains collèges atteignent 80%, avec des rassemblements par quartiers, et une manifestation de 500 personnes à Toulouse. S'appuyant sur les collèges les plus mobilisés, une nouvelle journée de grève est organisée jeudi 25, en espérant qu'elle verra grossir les rangs.

Se mobiliser aussi contre le « choc des savoirs »

La dynamique de mobilisation permet de donner confiance

aux équipes pour refuser la mise en place des groupes de niveaux au collège et résister aux injonctions des inspecteurs zélés. Cependant, la mobilisation des parents reste embryonnaire. D'autres aspects du choc des savoirs restent plus confidentiels, comme la réforme du brevet qui devrait priver 1 collégien sur 4 d'un accès au lycée (général, technologique ou professionnel). Un des enjeux sera de mettre cette mesure de sélection et de tri social plus en avant pour élargir la mobilisation. Ou encore de parler de la réécriture express, sans aucune concertation, des programmes du début de primaire, mais aussi de la labellisation de manuels qui remet en cause la liberté pédagogique et réduit les contenus des enseignements. De Toulouse au 93, les assemblées générales ont donc décidé des plans de mobilisation pour les prochaines semaines, avec d'ores et déjà en ligne de mire un appel à la grève de l'AG 93 pour le 14 mai, semaine de rentrée des dernières académies et du rendez-vous annoncé par la ministre. En avant!

Commission Éducation nationale

ÉCOLOGIE Polluants éternels, comme un poison dans l'eau du Rhône

Début avril, des habitantEs d'Oullins-Pierre-Bénite, au sud-ouest de Lyon, ont pu voir des uniformes encercler l'usine Arkema. Cette fois, les gendarmes n'étaient pas là pour arrêter des écolos en action contre les industriels de la vallée de la chimie.



EXTINCTION REBELLION

Ils étaient là pour une perquisition de plusieurs jours, dans le cadre d'une information pour « mise en danger d'autrui par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité »! Il faut dire que Arkema a rejeté pendant des années des centaines de kilos de perfluorés par mois dans le Rhône, d'après *Mediacités Lyon*. Ces polluants, aussi appelés PFAS, de l'anglais per- and polyfluoroalkyl substances sont des polluants éternels (voir les articles de *l'Anticapitaliste* n° 703 du 11 avril). À côté, l'usine Daikin filtre ses rejets aqueux, mais envoie une tonne de PFAS par mois dans l'atmosphère! Elle a même démarré une production supplémentaire en 2022, délocalisée des Pays-Bas où la lutte contre la pollution chimique est bien plus vive qu'ici...

Alertes répétées de la préfecture

Les conséquences apparaissent publiquement fin 2022, quand les poissons du Rhône concentrent tellement de perfluorés que la préfecture déconseille la pêche. Puis la préfecture préconise aux habitantEs du sud-ouest lyonnais de ne plus manger d'œufs de leurs poulaillers (en cause, une dose de perfluorés 7 fois supérieure à la limite

européenne). En 2023, France 3 montrait des analyses de sang inquiétantes, avec une concentration de PfundA, un des PFAS, douze fois plus élevée chez la moyenne des riverainEs que dans la population française. Début 2024, la préfecture conseille de ne plus consommer les fruits et légumes des jardins autour des usines...

« PFAS contre Terre »

La pollution d'Arkema et Daikin fait tellement scandale que le maire d'Oullins-Pierre-Bénite a porté plainte, rejoint par 41 communes alentour. Les habitantEs se sont organisés dans un collectif, « PFAS contre Terre ». Leur principal objectif est de faire payer les pollueurs : dépolluer, réaliser des études épidémiologiques, installer un système de filtration des PFAS dans l'eau... Tout cela entraîne des coûts importants, qui ne doivent pas retomber sur la population.

Répression

Le rapport de forces qui change les choses a aussi été construit par Alternatiba, Attac, Extinction Rebellion, Greenpeace, Notre affaire à tous, les Soulèvements de la Terre et

Youth For Climate, qui ont organisé plusieurs actions, dont la dernière en mars a consisté à rentrer à 300 dans l'usine, pour la couvrir de banderoles et de tags de dénonciation. Mais huit personnes ont été arrêtées et passent en procès le 18 juin, ce qui nécessitera une action de soutien de touTEs.

Mobilisation des salariéEs

Et les salariéEs? PremierEs concernés car premierEs exposés, iels ont du mal à s'exprimer vu les pressions de la direction. Heureusement, d'après un communiqué de la CGT Auvergne Rhône Alpes, « il convient de repérer puis de supprimer les PFAS ou de les remplacer par des substances moins dangereuses ». FSU et Solidaires agissent avec les associations écologistes dans l'Alliance écologique et sociale. Après des actions de sensibilisation de la population, une manifestation est organisée dimanche 26 mai, rendez-vous à 15 heures gare d'Oullins, pour aller au stade du Brotillon (en face d'Arkema) où auront lieu des animations. Soyons des milliers à réclamer aux groupes de la chimie qu'ils arrêtent leur pollution et payent les dégâts!

Correspondante Lyon

À lire sur le site



Dans le Calvados, un appel unitaire contre l'extrême droite



Contre l'extrême droite, 1500 manifestantEs à Saint-Brieuc

Culture

DOCU *Ikea, le seigneur des forêts*, de Marianne Kerfriden et Xavier Deleu

Film français, 2023, 95 min, sur Arte et Arte.tv jusqu'au 2 juin 2024.

Si le nom Ikea évoque des images de familles souriantes qui cuisinent en chantant ou des meubles modernes et peu chers fabriqués en bois issu de forêts « durables », les planches sont en réalité plus pourries qu'on ne le pense.

Bleu + jaune = greenwashing

Quelle réalité derrière le géant de la fast-furniture ? Le documentaire *Ikea, le seigneur des forêts* plonge dans les coulisses de la production massive de meubles et examine de près son impact sur les forêts du monde entier. À travers ses interviews, ses images prises par drone et son enquête approfondie, le film offre un aperçu perspicace de l'empreinte écologique souvent méconnue de la marque suédoise.

Chaque année, Ikea ajoute 2 000 nouveaux articles à son catalogue. Sur le même laps de temps, l'entreprise dévore à elle seule à peu près 1 % du bois coupé dans le monde, soit un arbre toutes les deux secondes. Sur les 280 000 hectares de forêts qui appartiennent à la firme (principalement en Pologne et Roumanie), c'est donc 20 millions de mètres cubes de bois coupé par an, des militantEs écologistes ignoréEs, lynchéEs et parfois même agresséEs, mais surtout un non-respect total des normes européennes sur la gestion des forêts. En effet, l'entreprise effectue des coupes d'arbres issus de parc nationaux ou de forêts primaires sous les yeux volontairement fermés des gouvernements européens.

Des méthodes illégales et écocides

Mais alors, comment ce monstre capitaliste réussit-il à se prétendre écolo ? L'entreprise fait-elle des concessions ou des efforts pour améliorer cette situation désastreuse ? Et bien non, loin de là, car malgré ses méthodes illégales et écocides, Ikea a tout de même réussi à trouver son petit label corrompu : le FSC (Forest Stewardship Council). Vert et mignon, ce label permet à la marque de se donner l'image écoresponsable et protectrice de l'environnement et des forêts qu'elle n'est pas censée avoir.

Alors que la demande de meubles bon marché continue de croître dans le monde entier, il est impératif que les entreprises comme Ikea prennent des mesures significatives pour minimiser leur impact sur les écosystèmes fragiles de notre planète.

Ce documentaire est un appel à l'action pour une consommation plus responsable et une prise de conscience de l'impact de nos choix sur la planète que nous laisserons derrière nous. En nous confrontant aux réalités parfois sombres de la production de masse, le film nous encourage à envisager un avenir où la durabilité et la préservation de l'environnement sont au cœur de chaque décision que nous prenons. Le seul vert auquel Ikea devrait être associé est celui du pognon !

Mathieu Cunnac

1 - <https://www.arte.tv/fr/videos/112297-000-A/ikea-le-seigneur-des-forets/>



BD *Le Murmure de la mer, d'Hippolyte*

Les Arènes BD Reporters, 224 pages, 27 euros.

Pendant plusieurs mois, l'auteur Hippolyte a embarqué au côté des équipes de SOS Méditerranée à bord de l'*Ocean Viking*. Une expérience inoubliable qu'il retranscrit dans *Le Murmure de la mer* à grand renfort de dessins puissants et beaux, à l'image des événements dont il témoigne.

Première immersion

Juillet 2020. Le monde est en pleine crise du covid, les frontières se ferment plus que jamais. C'est dans ce contexte que l'auteur fait ses premiers pas au sein de l'association SOS Méditerranée. Le voyage débute par de longues semaines d'attente, de quarantaine, de nouvelles mesures sanitaires et de frustration. Alors que les embarcations de fortune continuent de prendre la mer, l'*Ocean Viking*, le navire ambulance, est, comme de nombreux autres, bloqué au port. L'occasion pour Hippolyte de rencontrer les équipes à terre (forcées à une quasi-clandestinité après des attaques fascistes) sans lesquelles rien en mer ne serait possible. Arrive enfin l'embarquement et l'apprentissage des règles indispensables au bon déroulé des opérations de sauvetage. Les équipes sont rodées, rien n'est laissé au hasard. Pour la survie des personnes secourues d'abord, mais également pour ne pas laisser aux différentes autorités l'occasion de trouver le moindre prétexte de bloquer les navires pour manquement au règlement.

Retour en mer

Décembre 2020. Jour et nuit, les équipes se relaient, observent, attendent, répondent aux appels



à l'aide puis tendent, littéralement, la main. Hippolyte trace les portraits de personnes fortes et déterminées, dont la plupart se préoccupent assez peu de politique. Leur mission est de respecter le droit maritime :

prêter assistance à quiconque se trouve en détresse en mer. Ni plus, ni moins. Essayer de sauver, malgré les entraves mises à chaque étape par certains États. Prendre du recul est d'ailleurs indispensable : comment, sinon, ne pas se décourager lorsqu'une fois les ports sûrs atteints, on voit la façon dont sont traitéEs les rescapéEs ? NumérotéEs, photographiéEs, parquéEs dans des camps... Ceux qui se croient enfin sauvéEs à bord de l'*Ocean Viking* découvrent à terre que leur difficile voyage est loin d'être fini.

Alors que nous ne connaissons jamais le nombre réel de personnes qui, à la recherche d'un monde meilleur, disparaissent en mer chaque année, Hippolyte témoigne dans cet album du

quotidien de ceux qui donnent tout, entre moments de joie et de colère, pour en sauver le maximum. « C'est beaucoup, et c'est rien ». C'est indispensable, surtout. Et pour aider SOS Méditerranée, c'est ici : don.sosmediterranee.org

Cyrielle L. A.

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

SÉRIE *Saving the Fucking Planete*, de Rebecca Wirkola Kjellmann

Série norvégienne, 2023. Disponible sur arte.tv jusqu'au 28 mars 2025.

Cette série attachante possède de sérieux atouts pour nous amener à la dévorer d'un bloc ! L'histoire qui met en présence un jeune Norvégien pas très progressiste (c'est le moins que l'on puisse dire) et une jeune Sami, un peu rebelle et carrément engagée pour la défense de son peuple, n'est sans doute pas d'une originalité extraordinaire — tombés amoureux à la première rencontre, ils vont bien finir par surmonter ce qui les oppose pour filer le parfait amour... ou pas !

Mais voilà, une série qui donne la parole à des éleveurs de rennes, défend leur point de vue avec finesse et intelligence, sans démagogie et sans occulter les difficultés à vivre la tradition, parfois pesante ; une série qui cherche à présenter, sans trop de manichéisme, les difficultés à vivre dans cette région du Grand



Nord, pour des jeunes, Sami ou non, attachés à leur territoire ; une série qui pose la question de l'extractivisme et de son retour discret dans le nord de la Scandinavie, au détriment des peuples autochtones, avec des effets désastreux sur l'environnement — la ville de Kiruna, en Suède, démenagée car menacée d'être engloutie par la mine locale qui dévore tout ! Et aussi, et surtout, une série qui donne à voir les fantastiques paysages du Finnmark, la région la plus au nord de la Norvège continentale... Il ne faut pas rater ça !

Claude Moro

Vie du NPA

EUROPÉENNES Lille réserve un accueil chaleureux à Roseline Vachetta

Samedi 20 avril, le Moulin de Wazemmes, siège régional d'Europe écologie les verts dans le Nord, s'est teint du rouge vif des affiches et des débats qui traversent le NPA. En dehors de la campagne officielle et fortement mobilisé dans la lutte locale en soutien au peuple palestinien, le NPA Lille a souhaité consacrer un temps fort de son activité à la discussion sur l'Europe. Pour ce faire, il a invité Roseline Vachetta, ex-députée européenne, avec Alain Krivine, de 1999 à 2005.

L'Europe : entre libre-échange et autoritarisme

Une autre partie a été consacrée à la critique des traités de libre-échange qui bafouent les droits fondamentaux des individus à la démocratie et à la liberté de circulation en faisant de l'autoritarisme et de la concurrence des marqueurs forts des institutions européennes. L'accord honteux entre Israël et l'UE, ainsi que la PAC et son tournant productiviste après Maastricht illustrent bien la politique globale qui est menée par l'Union et dont le Pacte sur l'immigration est aujourd'hui l'illustration la plus saillante.

Des débats passionnants sur nos luttes et nos tâches

La dernière partie de l'exposé a suscité le débat sur le contexte actuel dominé par la guerre, l'augmentation des dépenses militaires et l'affrontement économique et colonialiste des grandes puissances impérialistes. Les discussions ont aussi porté sur les logiques de domination internes à l'Europe, le danger représenté par la montée de l'extrême droite, l'échec de la construction d'une liste unitaire avec LFI, les difficultés de faire face aux contradictions sur les oppressions de genre.

Une ambiance conviviale et populaire

Une trentaine de personnes ont participé à l'événement. Parmi elles, des ancienEs et nouveaux camarades de Lille et de la région, des sympathisantEs, ainsi qu'un camarade de La France insoumise, animateur du groupe local, avec qui les débats ont été mordants tout en restant fraternels. Les deux parties regrettaient le fait que l'accord n'ait pas abouti en constatant que la gauche de combat existe bel et bien dans les luttes et représenterait un moment tactique désirable

pour défendre les intérêts de notre camp social. La clôture des échanges a renouvelé les débats sur la distinction entre les perspectives gestionnaire et révolutionnaire dont le NPA est porteur, le tout accompagné par une dégustation de la bière locale, partagée dans la convivialité et la bonne humeur qui caractérisent le NPA lillois. Les discussions politiques passionnées se sont prolongées dans la fraîcheur de cette nuit militante passée dans le quartier populaire de Wazemmes.

CorrespondantEs

RÉPRESSION « C'est une opération politique d'intimidation du mouvement écologiste »

Entretien. Le lundi 8 avril, 17 personnes ont été interpellées en Normandie et en région parisienne et mises en garde à vue dans les locaux de la sous-direction antiterroriste (SDAT) ou dans des commissariats, dont notre camarade **Christine Coulon**, 65 ans, ancienne conseillère municipale, militante bien connue à Alençon. Nous revenons avec elle sur sa garde à vue et les suites.

Les moyens de l'antiterrorisme dans une enquête sur des actions écologistes, cela surprend ?

Les faits qui sont reprochés concernent l'action du 10 décembre 2023 à la cimenterie Holcin-Lafarge de Val-de-Reuil (Eure) qui s'inscrivait dans trois jours de mobilisations contre le « monde du béton », symbolisé par Lafarge, contre notamment l'artificialisation des terres, dont des terres agricoles. Il s'agissait aussi de dénoncer Lafarge qui est soupçonné d'avoir financé entre 2011 et 2015 plusieurs organisations terroristes, dont l'État islamique, dans le seul but de maintenir en activité une usine en Syrie. L'objectif était, par des actions symboliques, de rendre visible ce que représente Lafarge, d'alerter l'opinion, sensibiliser. De là à penser que la sous-direction de l'antiterrorisme enquête...

Comment s'est passée ton interpellation ? Combien de temps es-tu restée en garde à vue ?

Je suis restée plus de 70 heures en garde à vue. Tout a commencé le lundi matin vers 6h20. Après avoir tambouriné à ma porte, quatre policiers masqués, cagoulés et revêtus de gilets pare-balles sont entrés et m'ont signifié ma garde à vue. Tout s'est fait dans le calme. Ils m'ont demandé si j'avais des armes. Ils m'ont lu les chefs d'inculpation : « association de malfaiteurs », « dégradation de biens privés », « séquestration et prise d'otage ». La « prise d'otage » est tombée désormais. Ils m'ont précisé que la peine pouvait aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement, que la garde à vue était de 48 heures et qu'elle pourrait être prolongée par le juge des libertés et de la détention. Ils ont vérifié mon identité. En tout, ils sont restés chez moi un peu plus de deux heures. Au début, je ne comprenais pas pourquoi ils étaient là et puis j'ai compris à leurs questions que cela concernait les Soulèvements de la Terre. Ils ont fait une perquisition de mon appartement, de ma cave, de mon garage et de ma voiture. Ils ont mis sous scellés mes deux téléphones portables. Ils cherchaient des documents, des preuves de mon appartenance à une « association de malfaiteurs ». Je leur ai dit que mes engagements étaient publics, que tout le monde savait, connaissait ma vie militante : tout est public, tout est sur internet. Ils ont trouvé des livres, des autocollants, des affiches de mon organisation politique, le NPA. Dans l'ordinateur (un vieux qui rame), ils ont trouvé des dossiers et dans la clé USB, je leur ai conseillé d'aller voir mes photos de voyage dans les Dolomites ! Et puis, ils m'ont annoncé que j'irai en garde à vue à Évreux. J'ai argumenté pour obtenir de prendre

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org



Rassemblement devant la préfecture d'Alençon mercredi 10 avril. NPA

Ils ont fait une perquisition de mon appartement, de ma cave, de mon garage et de ma voiture. Ils cherchaient des documents, des preuves de mon appartenance à une « association de malfaiteurs »

un petit bagage avec quelques vêtements et l'ordonnance de mon traitement. Je suis montée dans une des deux voitures avec trois policiers. Dès le départ, ils avaient précisé qu'ils faisaient partie de la sous-direction antiterroriste (SDAT). J'ai utilisé mon droit à un seul appel téléphonique à un membre de la famille. À Évreux, il y a eu la palpation, etc. Il faut retirer montre, ceinture, bijoux. Et les chaussures. Mais moi j'ai demandé à les garder. Après un flottement, ils ont accepté, mais j'étais la seule. Et heureusement, car vu le niveau de saleté de la cellule et en particulier des toilettes « à la turque »... La première audition a eu lieu rapidement, mais l'avocat que j'avais demandé n'était pas là. J'ai accepté l'avocate commis d'office qui a été très surprise par les chefs d'inculpation. La première audition concerne l'identité, la famille, l'emploi, le logement. Il y en aura trois autres jusqu'au jeudi matin.

Dans les trois autres auditions, que t'ont-ils demandé ?

La deuxième audition, c'est le parcours politique. Ma logique a été de considérer que sur tout ce qui est militantisme public, tout ce qui est dans les journaux ou sur Internet, je n'avais pas de raison de ne pas répondre. Tout le monde sait ce que je suis militante politique depuis 45 ans : j'ai été conseillère municipale, j'ai été candidate. Sur les faits en revanche, ma réponse a été : vous n'avez rien à me présenter, je n'ai pas à vous répondre. J'attends de voir pourquoi vous m'avez mise en garde à vue. Je ne me suis pas cachée que j'étais amie des Soulèvements de la Terre car les questions écologiques font partie de la lutte anticapitaliste, de même pour les luttes contre les oppressions. D'ailleurs, le 25 mars, j'avais amené ma sono pour le

rassemblement à Alençon pour les 1 an de Sainte-Soline. Là encore, c'était public ! Ils m'ont demandé si je connaissais Andréas Malm. J'ai répondu en précisant qu'on ne faisait pas un débat politique et que par conséquent mes réponses seraient concises. J'ai dit : « Oui, je connais cet auteur qui lie l'anticapitalisme et les questions écologiques. Je ne l'ai pas lu encore, mais c'est une erreur, je vais le faire prochainement, vous faites bien de me le rappeler. » Et puis des questions sur Action directe, Extinction Rebellion. Lors de la dernière audition, ils utilisent ce qu'ils ont trouvé dans les portables pour parler des faits, et prêche le faux pour avoir le vrai, parlent de ce qu'auraient dit les camarades. En général, les auditions, ça dure un peu plus de deux heures.

Ton expérience militante t'a-t-elle aidée à supporter ces 76 heures de garde à vue ?

Pour moi, dès le départ, c'est une opération politique d'intimidation du mouvement écologiste. Ma formation politique m'a aidée. La compréhension politique des raisons pour lesquelles on se retrouve dans cette situation aide à prendre du recul. C'était bruyant et sale mais je n'étais pas à l'isolement comme les militants à Levallois. Eux ont connu des conditions plus difficiles et des arrestations beaucoup plus compliquées que moi.

La solidarité et le soutien se sont-ils vite organisés ? Qu'as-tu ressenti ?

Quand je suis arrivée devant le Palais de justice à Évreux, j'ai aperçu trois camarades du NPA dont notre porte-parole, Christine Poupin. J'ai su par l'avocate qu'il y avait eu un rassemblement à Rouen, et quand je suis sortie du Palais de justice, il y avait une dizaine de personnes d'Alençon (de RESF, du NPA). Elles m'ont dit : « Christine, mercredi soir, on était 120 devant la préfecture à Alençon ». Des militantEs avaient pris la parole. À Alençon, c'était un

À Alençon, c'était un vrai émoi. C'est impressionnant. Des gens sont venus me soutenir sans forcément partager toutes mes idées.

vrai émoi. C'est impressionnant. Des gens sont venus me soutenir sans forcément partager toutes mes idées. Le collectif fait du bien. On se dit qu'on ne va pas vivre l'après tout seul.

La prochaine étape, c'est la convocation au tribunal le 27 juin avec huit autres personnes ?

Non, pour nous, la prochaine étape, c'est de construire la solidarité ! On a déjà fait une réunion unitaire le 18 avril. Il y a un texte d'appel de solidarité en cours de rédaction qui va être soumis à signatures des organisations et des individus. Ensuite, il y aura une conférence de presse. Sur les neuf militantEs convoquéEs au tribunal, cinq sont sous contrôle judiciaire. Le contact est difficile. On a déjà décidé d'une réunion festive et d'un genre de meeting politique pour ne pas que le silence s'instaure entre aujourd'hui et le 27 juin, pour expliquer ce qui se passe et appeler à la solidarité financière.

Propos recueillis par Fabienne Dolet

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste

la revue

Le n°155 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine

